



HAL
open science

COVID-19 dans les Suds : pouvoir, chiffres et domination au quotidien

Sylvain Racaud, Camille Noûs

► **To cite this version:**

Sylvain Racaud, Camille Noûs. COVID-19 dans les Suds : pouvoir, chiffres et domination au quotidien. *Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux*, 2020, LXXIII (282), pp.391-396. 10.4000/com.12570 . halshs-03620822

HAL Id: halshs-03620822

<https://shs.hal.science/halshs-03620822>

Submitted on 26 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

COVID-19 dans les Suds : pouvoir, chiffres et domination au quotidien

Sylvain Racaud¹ et Camille Noûs²

1 Université Bordeaux Montaigne, Les Afriques dans le monde

Sylvain.racaud@u-bordeaux-montaigne.fr

2 Laboratoire Cogamitus

camille.nous@cogitamus.fr



Fig 1. Congo Street, Kariakoo, Dar es-Salaam (Racaud, 2016)



Fig 2. Marché bi-hebdomadaire d'Ibililo, montagnes Uporoto, sud-ouest tanzanien (Racaud, 2014)

Ces deux photographies montrent des réalités concrètes, quotidiennes, en ville et à la campagne en Tanzanie. Elles représentent des situations récurrentes d'échange marchand et des relations sociales que l'on observe dans de nombreux pays des Suds. Ces liens structurent des territoires fonctionnels, par exemple ceux des systèmes alimentaires entre ville et campagne (l'approvisionnement urbain en banane plantain cultivée dans les Uporoto, Fig. 2), et à une autre échelle, des territoires de la vie quotidienne, par exemple les rues marchandes marquées par l'informalité de nombreuses villes des Suds (Fig. 1). Que ce soit sur le goudron ou sur la terre nue, la proximité des personnes caractérise ces paysages. Or, les normes et les mesures plus ou moins effectives de « distanciation physique » ou « distanciation sociale », comme réponse à la COVID-19, se conjuguent difficilement avec les normes sociales de l'échange que montrent ces deux photographies. Que faire ? Comment faire.... avec la COVID-19 ?

Le virus a rapidement été signalé dans les Suds, dès fin janvier 2020 en Inde, fin février au Brésil et en Egypte, etc. Pour cet ensemble géographique, la diversité des situations épidémiologiques et politiques est très grande, elle l'est aussi pour l' « Afrique ». Fin mars 2021, l'OMS dénombre plus de trois millions de cas cumulés en Afrique dont la moitié pour la seule Afrique du Sud alors que le Botswana voisin compte moins de 40 000 cas cumulés, et que l'OMS enregistre « seulement » 509 cas cumulés en Tanzanie¹. Est-ce à dire que les statistiques, sans nier leur utilité, sont fragiles, voire même

¹ Depuis le mois de juin 2020, les autorités tanzaniennes ne font plus remonter de chiffres. Par conséquent, plus de données, plus de contaminés, plus de COVID-19...

ne permettraient pas d'appréhender la croissance économique des pays africains, en particulier à partir du PIB ? (Jerven, 2013) ? Quoi qu'il en soit, elles sont politiques, la représentation de la population est une première emprise du pouvoir, en particulier de l'État qui utilise la statistique pour gérer sa population (Raffestin, 1980). Pourtant, la statistique publique, dans un grand nombre de pays des Suds, a été déstabilisée, notamment à la suite de plans d'ajustement structurel et la raréfaction de ressources humaines et financières qui ont suivi. La multiplication des bases de données internationales dans des domaines très divers élaborées par des institutions variées s'inscrivent, avec le *big data*, dans ce mouvement de marginalisation et de privatisation partielle de la statistique publique (Bédécarrats et al., 2016). La trajectoire néolibérale de démantèlement de l'État, du moins social, se conjugue finalement bien avec la réhabilitation du rôle de l'État lors de la crise liée à la pandémie. Le garant de l'intérêt général doit prendre en charge les risques majeurs et utiliser des mécanismes de solidarité éprouvés voire en inventer de nouveaux, un peu comme ce que l'on avait observé lors de la crise financière de l'année 2008. La promesse d'amélioration continue des conditions réelles d'existence est « le gage de la soumission politique dans bon nombre de pays émergents alors que dans les vieux pays émergents, elle a laissé la place à un management par la peur de la paupérisation et du déclassement. Mais tous les pays continuent de se situer sur la pente lourde d'un pilotage des sociétés à partir d'indicateurs économiques, de plus en plus déconnectés des réalités vécues par les gens ordinaires (Supiot 2020, p. 23). La gouvernance par les nombres, appuyée sur des indicateurs aux écarts parfois abyssaux avec la réalité (où est le PIB ou le taux d'incidence au marché d'Ibililo, fig. 2 ?) questionne sur la part des processus démocratiques dans l'élaboration et l'usage d'indicateurs qui illustrent et légitiment des formes de domination politique. Les gestions diverses mais souvent convergentes, plus ou moins effectives, de la pandémie par les États, révèlent comment les populations ont finalement peu leur mot à dire.

Depuis un an, on a jamais vu autant d'indices, de graphiques et de cartes dans les médias. Les statistiques liées à la pandémie ont inondé notre quotidien, les statistiques sont parfois devenues plus réelles que le monde, ce renversement s'inscrit dans une modernité qui a toujours besoin de plus de mesure (Rey, 2016). L'emprise des chiffres sur la pensée est encore plus puissante dans le contexte de la pandémie, dont on ne saurait accepter l'incertitude. Les chiffres servent des discours, que ces derniers soient bancales voire absurdes n'est pas l'essentiel : « La crise du covid, c'est aussi la crise des neurones. Dès le matin, notre cerveau, comme le foie d'un ivrogne, est inondé par un flot ininterrompu de débats sur la pandémie, puis imbibé par ces litres de paroles, il finit la journée complètement ivre, incapable de réfléchir à d'autres sujets (Riss, 2021). Les chiffres feraient-ils diversion, seraient-ils une aubaine, notamment pour faire accepter de nombreuses mesures dites « exceptionnelles » de privation de liberté et donc entériner des dispositifs de domination politique ? Ce qui est certain, c'est que les chiffres sont utilisés pour légitimer des actions de la part des gouvernements. Si les vendeurs « informels » de Dar es-Salaam n'ont pas été inquiétés par des mesures de lutte contre la pandémie, puisque il n'y en a pas eu², ceux des rues de Nairobi par exemple ont été fortement impactés par les mesures de confinement, les privant d'activités et de revenus. En ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, les analyses soulignent la rapidité des gouvernements à mettre en place des mesures pour lutter contre la propagation du virus, en dépit de capacités d'action diverses (Eboko et Schlimmer, 2020). Le Kenya a par exemple fermé ses frontières en mars 2020, à peu près à la même date où le premier cas était identifié.

Les mesures de lutte contre la pandémie ont donné lieu au renforcement du contrôle de population par l'État. La contribution de Claire Médard analyse la construction politique au Kenya d'une confusion

² Officiellement il n'y a plus de cas de COVID-19 en Tanzanie. Le Président Magufuli a nié jusqu'à son décès en mars 2021, la présence de la COVID-19, en arguant que les prières du mois de juin 2020 ont repoussé le virus.

entre intervention de « prévention » sanitaire et maintien de l'ordre. Le « tournant sécuritaire » s'articule avec des dispositifs d'extorsion, des rentes que permettent les nombreuses exceptions au confinement. Si la peur du virus, qui a permis de légitimer des mesures coercitives a décliné, c'est bien l'ordre moral qui est une nouvelle fois remis en cause par les pratiques déviantes liées au contrôle territorial. Dennis Ochieng Otieno illustre les conséquences économiques du confinement au Kenya en prenant l'exemple d'une petite ville dont l'économie était déjà fragilisée par la dépendance à une usine à papier. Le fermeture temporaire de l'usine pour respecter les mesures sanitaires a eu des répercussions négatives sur les activités qui s'appuient sur l'économie de cette usine. Antoine de Padoue Nsegebe, Désiré Ndoko et Aristide Yemmafou montrent comment les mesures prises au Cameroun sont lourdes de conséquences pour les opérateurs économiques et pour les ménages, en particulier les plus modestes, mais que les grandes entreprises s'adaptent finalement à la situation. Leur contribution éclaire également l'usage politique de la pandémie, en quoi la crise sanitaire et économique est introduite dans les rivalités de pouvoir entre le gouvernement et l'opposition. Les mesures prises au Cameroun sont plus conséquentes que celles prises aux Comores. La contribution d'Adjimaël Halidi présente la faiblesse de l'intervention de l'État comorien. Il examine comment les populations ont pallié les lacunes en matière de politiques publiques à partir d'une résilience sociale construite à travers la solidarité communautaire souvent en forte relation avec la diaspora. À l'échelle des villages, le modèle de la gouvernementalité étatique via l'échelon communal coexiste avec des formes de gouvernementalité communautaire pour surmonter les épreuves, dont la pandémie. Le confinement a aussi été à l'agenda politique en Inde. Anthony Goreau-Ponceaud et Rémy de Bercegol questionnent les choix opérés par ce régime, peut-être par mimétisme vis-à-vis des autres pays riches et occidentaux, également en partie par méconnaissance et du fait d'une déconnexion des réalités locales. De plus, la peur irrationnelle d'une mortalité massive aussi crainte que fantasmée est un facteur déterminant des actions du gouvernement. Ils soulignent que le rapport entre les risques sanitaires et les impacts socio-économiques des mesures de lutte contre le virus a été largement défavorable aux travailleurs précaires, catégorie la plus nombreuse de travailleurs.

Le renforcement des inégalités est particulièrement mis en lumière dans les contributions sur le Chili, la Bolivie et la Colombie. L'entretien avec Francisco Sabatini sur la crise sociale et sanitaire à Santiago du Chili, par Nasser Rebaï, révèle que la COVID-19 a mis en évidence le caractère de ségrégation de la ville de Santiago. Elle a également attisé les esprits et les impulsions de ségrégation de l'élite, qui caractérisent aussi bien le gouvernement national que le pouvoir économique. Le texte montre en quoi le néolibéralisme exacerbé qui oriente les politiques publiques au Chili conduit à l'État à négliger la situation de vie de populations les plus précaires mais aussi des nouvelles classes moyennes. Frédéric Monié souligne le rôle des réseaux de solidarité qui ont permis, le plus souvent à l'échelle locale, de garantir la survie quotidienne de populations très vulnérables, en particulier dans les favelas de São Paulo ou de Rio de Janeiro où de jeunes militants ont assuré des fonctions essentielles non prises en charge par l'État brésilien. Diana Lucía Maya Vélez éclaire comment les mesures décrétées pour lutter contre la propagation du virus en Colombie, ont accentué les inégalités entre hommes et femmes en ville et à la campagne. Elle explique des disparités spatiales, les conséquences de la pauvreté sont plus fortes dans les espaces ruraux que dans les espaces urbains. Elizabeth Jiménez souligne que la plus grande entrave à la gestion de la pandémie par les Boliviens s'explique par les inégalités importantes qui caractérisent historiquement la société bolivienne. Les inégalités engendrent de la défiance envers « l'autre » et provoquent des relations conflictuelles et des instabilités sociales et politiques, ravivées par la crise sanitaire et économique.

Cet ensemble de textes renseigne sur des fragilités exacerbées par la pandémie, il éclaire une crise sanitaire et économique, mais aussi une crise de fondements de l'ordre social. La cohésion sociale est remise en cause par des conflits déjà présents, souvent sur fonds de précarité récurrente, d'inégalités

économiques, de tensions politiques. Cette période rend encore plus visible les vulnérabilités socio-économiques qu'il n'était pourtant pas possible de ne pas voir, elle fait apparaître nettement la nécessité à mettre en place des mesures de protection sociale à la hauteur des enjeux. Les capacités d'action sont certes diverses, l'action de l'État s'accompagne d'actions d'autres acteurs (de la « société civile », de l'administration à plusieurs échelles, de la politique, de la « communauté internationale », etc.). Or, comblent-elles les fragilités structurelles, en particulier celles vécues par une majorité de la population, les précaires, les pauvres, les travailleurs au jour le jour, des rues marchandes ou des marchés périodiques, les paysanneries (Fig. 1 et 2) ? La pandémie globale a révélé des vulnérabilités multiples, individuelles, collectives, sociales, politiques, environnementales, par exemple celles des chaînes de valeur globale, ou à une autre échelle celles de la survie quotidienne. Finalement, qu'est-ce que cette pandémie nous dit ? Elle renseigne notamment sur des tensions entre logiques d'individualisation d'acteurs (en particulier individuels, classes sociales, États) et logiques de solidarités à contre-courant des trajectoires politiques et sociales majoritaires baignant dans le néolibéralisme. Serait-ce un triste paradoxe, celui d'une solidarité qui s'impose comme logique nécessaire mais qui visiblement semble inatteignable ?

Bibliographie

BEDECARRATS F, CLING J-P, ROUBAUD F, 2016, Gouverner par les nombres. Révolution des données et enjeux de la statistique en Afrique. *Afrique contemporaine* 258, pp. 9-18.

EBOKO F, SCHLIMMER S, 2020, COVID-19 : l'Afrique face à une crise mondiale, *Politique étrangère* 2020/4, pp. 123-134

JERVEN M. 2013, *Poor numbers. How we are misled by African development statistics and what to do about it*. Ithaca, NY: Cornell University Press, 208 p.

RAFFESTIN C. 2019 [1980], *Pour une géographie du pouvoir*. Lyon, ENS, 346 p.

REY O. 2016, *Quand le monde s'est fait nombre*. Paris, Stock, 328 p.

RISS, 2021, *Confinement : le der des ders ?* Charlie Hebdo 1496, pp. 3

SUPIOT A, 2020 [2015], *La gouvernance par les nombres*. Paris, Pluriel, 574 p.